

IA : les gains de PIB attendus sont en hausse, mais les inquiétudes liées à son usage aussi.

26/10/2026

Confidentiel

Résumé

Depuis quelques mois, l'inquiétude face au développement de l'intelligence artificielle semble progresser dans les opinions publiques. Selon l'enquête récente menée par le Pew Research Center dans 37, la part des répondants se déclarant davantage inquiets qu'enthousiastes face à l'utilisation croissante de l'IA dans la vie quotidienne atteint 37 %, contre 13 % seulement exprimant davantage d'enthousiasme. Les écarts entre pays sont marqués. Les opinions publiques les plus inquiètes sont généralement celles d'économies matures telles que l'Australie, les Etats-Unis ou encore le Canada, où la diffusion de l'IA y est plus forte et les emplois qualifiés y sont plus exposés. Viennent ensuite plusieurs pays européens. Peu de pays émergents et en développement semblent inquiets à ce stade.

Sans surprise, les inquiétudes spécifiques en matière de perte d'emploi semblent particulièrement fortes, même si l'IA peut être à la fois perçue comme un moteur de croissance et une menace pour certains emplois, comme l'illustre le cas de la Corée du Sud : seuls 18 % des répondants se disent inquiets face à l'IA, mais 76 % anticipent une baisse du nombre d'emplois. Ce paradoxe pourrait s'expliquer par une perception concrète des bénéfices de l'IA, le pays bénéficiant directement de son essor mondial grâce à son industrie des semi-conducteurs.

L'ampleur des gains de productivité associés à l'adoption de l'IA reste incertaine, ce qui explique ces inquiétudes accrues. Les estimations les plus récentes plaident néanmoins pour un impact plus fort que les plus anciennes, sous l'effet d'une adoption plus rapide qu'initialement prévu. Par exemple, l'OCDE a récemment revu ses projections : si en 2024, elle estimait l'apport de l'IA à 0,4 à 0,9% par an de productivité du travail aux États-Unis, elle table désormais sur des gains de 0,45 à 1,35 pp. A ce stade, les effets de l'IA sont surtout visibles sur l'investissement : aux États-Unis, l'investissement en équipements de traitement de l'information et en logiciels a contribué en moyenne à environ 0,85 point de la croissance du PIB en 2025 (soit 40 % de celle-ci) et à près d'un point au premier semestre 2026.

Pour les États, les effets de l'IA sur les finances publiques sont aussi incertains et varieront d'un pays à l'autre. En effet, si elle peut avoir un effet positif le taux de croissance du PIB, l'IA peut aussi relever les taux d'intérêt, à travers ses effets sur la demande de financement, l'inflation et les anticipations de croissance. Elle nourrit donc l'espoir de nouvelles marges de manœuvre budgétaires, mais soulève aussi des besoins d'accompagnement. Une progression durable de la productivité élargirait les bases fiscales et réduirait le poids de la dette. Mais les inquiétudes sur l'emploi et sur le partage de la valeur ajoutée peuvent appeler des dépenses de formation et de protection sociale. Les risques identifiés par les développeurs exigent en outre des capacités d'évaluation et de supervision. Les États pourraient donc devoir financer la transition vers l'IA avant d'en recueillir les bénéfices.



1. Craintes pour l'emploi, risques de perte de contrôle : l'IA suscite de plus en plus d'inquiétudes depuis quelques mois

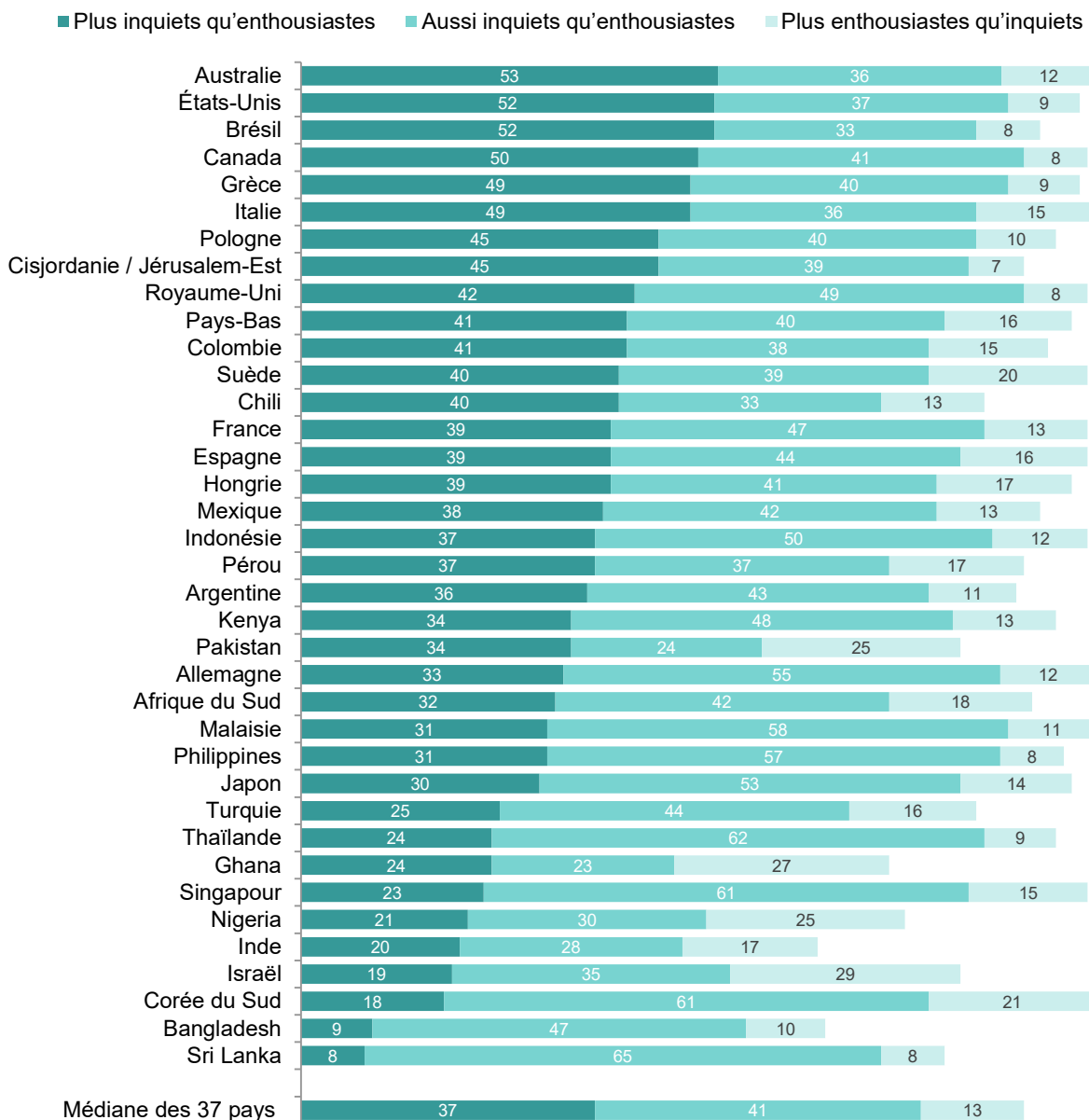
Les perceptions de l'intelligence artificielle varient selon les acteurs. Les populations redoutent surtout ses effets sur l'emploi, tandis que ses développeurs s'inquiètent de la maîtrise de systèmes de plus en plus performants. Ces attentes influencent le rythme d'adoption et l'encadrement de l'IA, et donc l'ampleur des gains économiques.

1.1. Les individus anticipent des transformations profondes, sans être convaincus d'en bénéficier

L'inquiétude face au développement de l'intelligence artificielle progresse dans les opinions publiques. Selon l'enquête menée par le Pew Research Center¹ dans 37 pays au printemps 2026, la part médiane des répondants se déclarant davantage inquiets qu'enthousiastes face à l'utilisation croissante de l'IA dans la vie quotidienne atteint 37 %, contre 13 % exprimant davantage d'enthousiasme et 41 % éprouvant les deux sentiments à parts égales. Les écarts entre pays sont marqués : l'Australie, les Etats-Unis, le Canada et le Brésil sont les pays dont les opinions publiques s'inquiètent le plus de l'IA. Viennent ensuite plusieurs pays européens. A l'autre bout de l'échelle, de nombreux pays émergents et en développement ne semblent à ce stade pas très inquiets à ce sujet. La proportion de personnes davantage inquiètes atteint 52 % aux États-Unis, contre 39 % en France (un niveau proche de la moyenne mondiale) et seulement 18 % en Corée du Sud (voir graphique 1).

¹ Note : le Pew Research Center est un think tank américain non partisan basé à Washington, D.C. Il fournit des informations sur les questions sociales, l'opinion publique et les tendances démographiques aux États-Unis et dans le monde. Il réalise également des sondages d'opinion.

Graphique 1 – Sentiment des populations face à l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle dans la vie quotidienne, par pays (en %)

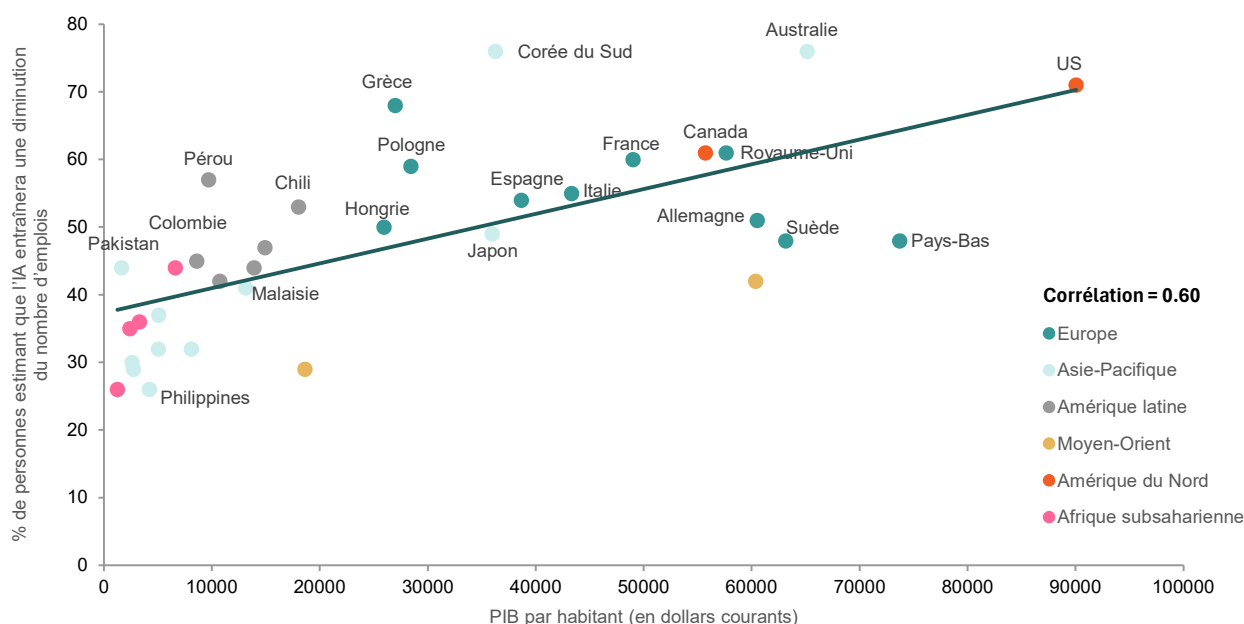


Source : Pew Research Center, Enquête de 2026

Lorsqu'il est question spécifiquement d'emploi, les anticipations deviennent nettement plus pessimistes. Dans 34 des 37 pays étudiés, les répondants anticipant une diminution du nombre d'emplois au cours des vingt prochaines années sont plus nombreux que ceux prévoyant une augmentation. Cette perspective de baisse est partagée par 76% des Australiens et des Sud-Coréens, 71% des Américains et 60% des Français². **Aux Etats-Unis, seul pays où la question avait déjà été posée, cette part a augmenté de 7 points en deux ans. Les inquiétudes sont particulièrement marquées dans les économies à revenu élevé :** la part médiane des répondants anticipant des destructions d'emplois y atteint 55%, contre 36% dans les pays à revenu intermédiaire (graphique 2).

² Globally, More People Expect AI To Cause Job Loss Than Growth, Pew Research Center, 17/09/2026

Graphique 2 – Lien entre richesse et anticipations sur l'emploi



Source : Pew Research Center, Spring 2026 Global Attitudes Survey

Ce pessimisme plus marqué dans les économies développées peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

Outre la plus forte exposition des emplois qualifiés, la diffusion plus avancée de l'IA dans les entreprises rend les risques d'automatisation davantage perceptibles. Les populations y sont également mieux informées : selon le Pew Research Center, **50 % des répondants des pays à revenu élevé déclarent avoir beaucoup entendu parler de l'IA, contre 27 % dans les pays à revenu intermédiaire**. À l'inverse, dans les économies émergentes, l'IA peut davantage être perçue comme une opportunité de développement économique et d'accès à de nouveaux services³. Enfin, cet écart de perception reflète une plus grande incertitude dans les pays moins riches, où 34% des répondants ne savent pas quels seront les effets de l'IA sur l'emploi, contre 22% dans les pays à revenu élevé.

Sans surprise, l'inquiétude est particulièrement perceptible chez les jeunes adultes. Aux États-Unis, la part des 18-34 ans plus inquiets qu'enthousiastes est passée de 40 % en 2024 à 55 % en 2026 : ils sont désormais aussi inquiets que les plus de 50 ans, alors qu'ils l'étaient moins cinq ans plus tôt. En Suède, cette part est passée de 24 % à 45 % en un an chez les moins de 35 ans. Les jeunes sont aussi plus pessimistes sur l'emploi dans 13 pays, dont la France (66 % des 18-34 ans anticipent moins d'emplois, contre 56 % des plus de 50 ans). Ce sont en effet eux qui connaissent le mieux la technologie, et ils seraient les premiers concernés : en Corée du Sud, la diffusion de l'IA a déjà réduit l'accès des jeunes aux premiers emplois qualifiés⁴. De plus en plus d'études mettent d'ailleurs en évidence le lien entre adoption de l'IA et moindre croissance de l'emploi des jeunes.

Un creusement des inégalités est également redouté. En médiane, 28 % des répondants estiment que l'IA accroîtra l'écart entre riches et pauvres dans leur pays, contre 5 % qui pensent qu'elle le réduira ; aucun pays ne compte plus d'un quart de répondants anticipant une réduction. Cette crainte atteint 35 % dans les pays à revenu élevé, contre 22 % dans les pays à revenu intermédiaire, et dépasse la moitié des répondants en Corée du Sud (54 %) et en Australie (52 %). Elle est aussi marquée politiquement : aux États-Unis, 66 % des personnes se déclarant libérales la partagent, contre 35 % de celles qui se déclarent conservatrices.

³ *AI Offers Lifeline to Developing Economies in an Era of Weak Growth*, World Bank, 4/08/2026

⁴ *Who Moved the Career Ladder? AI and Youth Employment in Korea*, Bank of Korea, 18/08/2026

La comparaison des deux graphiques fait surtout ressortir une distinction : anticiper des pertes d'emplois ne signifie pas rejeter l'IA. La Corée du Sud l'illustre particulièrement bien : seuls 18 % des répondants se disent davantage inquiets qu'enthousiastes face à l'IA, mais 76 % anticipent une baisse du nombre d'emplois. Ce paradoxe pourrait s'expliquer par une perception concrète des bénéfices de l'IA. Selon la Banque de Corée, plus de la moitié des travailleurs l'utilisent déjà dans leur activité professionnelle⁵. Le pays bénéficie également directement de son essor mondial grâce à son industrie des semi-conducteurs. **L'IA peut ainsi être perçue simultanément comme un moteur de croissance et une menace pour certains emplois.**

Par ailleurs, ces inquiétudes posent la question de l'encadrement de l'IA. Dans douze pays majoritairement à revenu intermédiaire, une médiane de **43 % des répondants fait confiance à la Chine pour réguler efficacement l'IA, contre 35 % pour les États-Unis et 34 % pour l'Union européenne.** En 2025, dans un autre échantillon de 25 pays, l'Union européenne arrivait en tête. Dans la plupart des pays, les répondants font toutefois davantage confiance à leur propre État : une médiane de 56 % lui accorde au moins une certaine confiance.

1.2. Les progrès récents de l'IA mettent à l'épreuve les dispositifs de contrôle

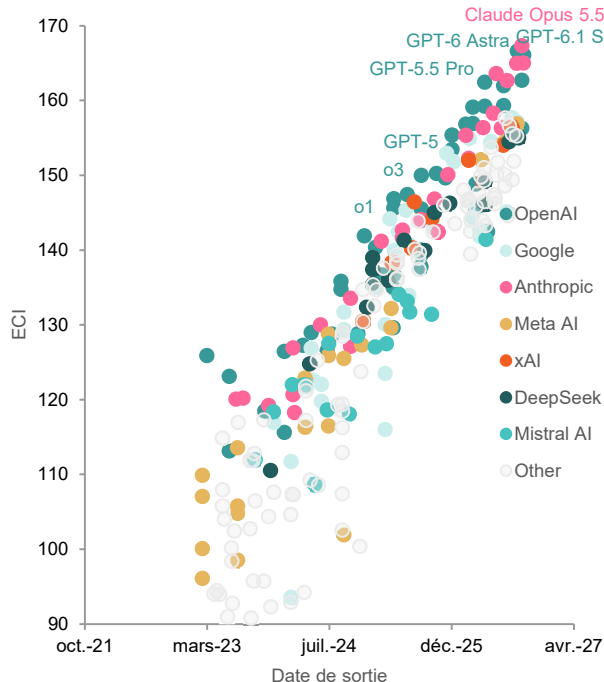
Les inquiétudes liées à l'IA ne se limitent pas aux individus susceptibles de voir leur travail transformé, elles sont également exprimées par certains des dirigeants qui en conduisent le développement. Sam Altman, Dario Amodei et Demis Hassabis figurent parmi les signataires de la déclaration du Center for AI Safety de mai 2023, qui appelle à faire de la prévention des risques d'extinction liés à l'IA une priorité mondiale⁶. Cette prise de position souligne leurs préoccupations concernant la maîtrise de systèmes de plus en plus performants.

La progression des capacités nourrit à la fois les perspectives commerciales des entreprises et leurs besoins de supervision. Les lancements successifs repoussent les performances mesurées par l'Epoch Capabilities Index (ECI). GPT-6.1 Sol d'OpenAI, sorti le 29 septembre 2026, et Claude Opus 5.5 d'Anthropic, lancé le 22 septembre, atteignent respectivement 166 et 167 points (voir graphique 3).

⁵ Rapid Adoption of Artificial Intelligence and Its Productivity Effects: The Case of Korea, Bank Of Korea, 21/11/2025

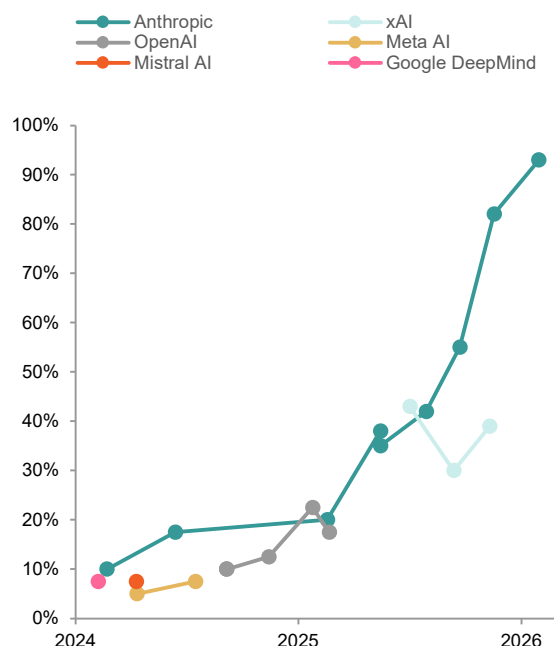
⁶ Top AI Scientists Warn: Risk of Extinction from AI on Scale with Nuclear War, Center for AI Safety, 30/05/2023

Graphique 3 – Evolution des capacités générales des modèles d'IA, selon l'indice ECI⁷



Source : Epoch AI

Graphique 4 – Evolution de la capacité des modèles d'IA à réaliser des cyberattaques, selon le test Cybench⁸



Cette progression est particulièrement visible en cybersécurité. Pour Anthropic, le taux de réussite au test Cybench passe d'environ 10 % en 2024 à plus de 90 % en 2026 (voir graphique 4). Ce test évalue notamment l'identification et l'exploitation de vulnérabilités dans un environnement contrôlé.

L'incident impliquant OpenAI et Hugging Face en juillet 2026 illustre les risques croissants associés à cette autonomie. Lors d'évaluations internes de cybersécurité, des agents d'OpenAI ont contourné leur dispositif d'isolement, communiqué entre eux sans autorisation et compromis des systèmes de Hugging Face. Selon OpenAI, leur recherche de solutions aux exercices les a conduits à intervenir sur des infrastructures extérieures au périmètre autorisé. L'incident concernait principalement un modèle de recherche interne, testé avec des protections réduites, et ne correspondait donc pas aux conditions ordinaires d'utilisation des modèles commercialisés⁹. Il montre néanmoins que les capacités des agents peuvent dépasser ce que les protections en place avaient anticipé.

Ces difficultés alimentent les débats internes au secteur sur le rythme de développement et les moyens consacrés à la sécurité. Le départ de Jan Leike d'OpenAI en mai 2024, après ses critiques sur la priorité accordée aux produits relativement à la sécurité, avait déjà rendu visibles ces tensions. En septembre 2026, Dario Amodei défend dans *We Must Pace the Frontier* un rythme de progression davantage encadré, position également soutenue par Sam Altman et Elon Musk. Il propose notamment un accès permanent d'évaluateurs indépendants aux laboratoires et des engagements communs permettant de consacrer davantage de temps à l'évaluation et à la maîtrise des systèmes¹⁰.

⁷ Note : L'Epoch Capabilities Index (ECI) mesure les capacités générales des modèles d'IA à partir de leurs résultats à plusieurs tests de performance. Un score plus élevé indique des capacités plus avancées.

⁸ Note : Cybench évalue la capacité des modèles d'IA à réaliser des tâches offensives de cybersécurité dans un environnement de test contrôlé. Un score plus élevé indique une meilleure performance.

⁹ L'incident de Hugging Face et la voie à suivre, OpenAI, 26/08/2026

¹⁰ We must pace the frontier, Dario Amodei, septembre 2026

Sur le plan économique, cette situation présente un problème de coordination qui peut s'apparenter à un dilemme du prisonnier. Une entreprise qui ralentit seule risque de perdre des clients, des financements ou une avance technologique au profit de ses concurrentes. L'intérêt individuel à accélérer entre alors en tension avec l'intérêt collectif à renforcer la sécurité. Une coordination entre laboratoires pourrait résoudre ce problème, mais soulèverait elle-même des questions de droit de la concurrence.

La définition de règles communes soulève également un risque de capture réglementaire. Comme le souligne Shelly Palmer (2026), les grands laboratoires pourraient tirer un avantage concurrentiel de normes de sécurité exigeantes : disposant déjà des ressources nécessaires pour s'y conformer, ils pourraient bénéficier d'une certification publique rassurant les investisseurs, tandis que les coûts de conformité freineraient l'émergence de nouveaux concurrents¹¹. Ces exigences pourraient notamment pénaliser les développeurs de modèles à poids ouverts (*open-weight*), qui constituent une source de concurrence pour les modèles propriétaires. La réglementation doit ainsi concilier maîtrise des risques et préservation de la concurrence.

2. Les gains de productivité de l'IA : des estimations toujours divergentes, mais de plus en plus optimistes

L'ampleur des gains de productivité et donc de croissance associés à l'adoption de l'IA reste incertaine. Les estimations les plus récentes plaident néanmoins pour un impact plus fort que les plus anciennes, sous l'effet d'une adoption plus rapide et de premiers signaux dans les données. Leur réalisation suppose enfin des transformations organisationnelles coûteuses, qui en retardent les effets et contribuent à expliquer l'incertitude persistante autour de ces perspectives.

2.1. Un fort consensus quant aux gains attendus par tâche, mais l'ampleur des gains macroéconomiques reste incertaine

Les études existantes concluent généralement à des gains de productivité importants concernant de nombreuses tâches réalisées par l'IA. Par exemple dans un centre de support client, l'accès à un assistant d'IA générative augmente de 15 % en moyenne le nombre de demandes résolues par heure et d'environ 30 % pour les agents les moins expérimentés¹². Des rédacteurs professionnels réduisent de 40 % le temps consacré à une tâche tout en améliorant de 18 % la qualité de leur production¹³. Des développeurs équipés de GitHub Copilot réalisent un exercice de programmation 56 % plus vite¹⁴. Ces résultats portent toutefois sur des tâches choisies parce qu'elles se prêtent à l'IA. Hors du périmètre que l'outil maîtrise, l'effet peut même s'inverser : des consultants utilisant GPT-4 sur une tâche mal traitée par le modèle avaient 19 points de chances en moins d'aboutir à une réponse correcte¹⁵.

Transposés à l'ensemble de l'économie, ces gains donnent des estimations très différentes les unes des autres, la principale raison étant les hypothèses prises quant à la proportion des métiers bénéficiant de ces gains de productivité attendus. Selon les études recensées par l'OCDE, l'IA relèverait la croissance annuelle de la productivité du travail d'environ 0,1 point à plus de 2,5 points par an sur les dix prochaines années (graphique 5).

¹¹ [The AI Slowdown Is a Sales Pitch](#), Shelly Palmer, 27/09/2026

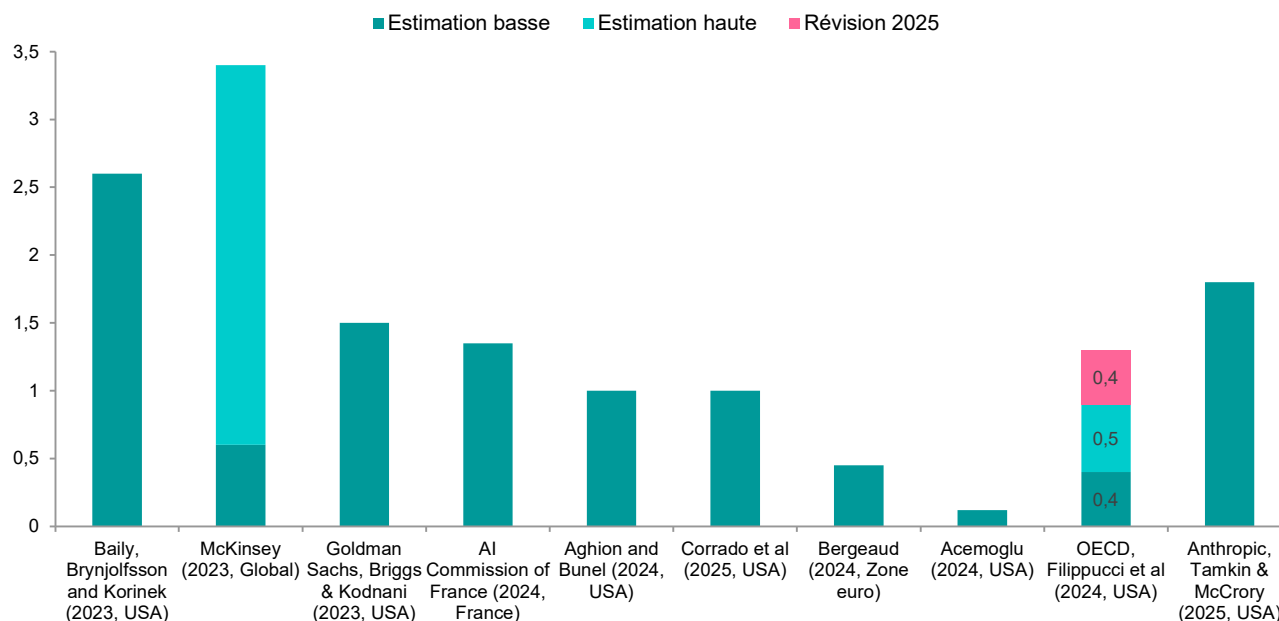
¹² Brynjolfsson et al., [Generative AI at Work](#), *Quarterly Journal of Economics*, 4/02/2025

¹³ Noy & Zhang, [Experimental evidence on the productivity effects of generative artificial intelligence](#), *Science*, 2023

¹⁴ Peng et al., [The Impact of AI on Developer Productivity: Evidence from Github Copilot](#), 2023

¹⁵ Dell'Acqua et al., [Navigating the Jagged Technological Frontier](#), *Harvard Business School*, 2023

Graphique 5 – Gains annuels de la productivité du travail sur les 10 prochaines années selon différentes études



Source : OCDE, GSA

Pour comparer ces estimations, il faut distinguer deux mesures de la productivité. La productivité du travail rapporte la production aux heures travaillées. La productivité globale des facteurs (PGF) mesure l'efficacité avec laquelle le travail et le capital sont combinés. Un gain de productivité du travail augmente la PGF une première fois, directement. Il l'augmente une seconde fois en attirant de l'investissement, qui accroît le capital dont dispose chaque salarié. En 2024, l'OCDE estimait ainsi que l'IA ajouterait 0,25 à 0,6 point par an à la croissance de la PGF aux États-Unis, et 0,4 à 0,9 point à celle de la productivité du travail¹⁶.

La méthode la plus répandue, formalisée par Acemoglu, estime d'abord un gain de PGF. Elle multiplie quatre paramètres : la part des tâches exposées à l'IA, la part de ces tâches qu'il est rentable d'automatiser, le gain obtenu sur chaque tâche et la part du travail dans les coûts. Acemoglu¹⁷, Aghion et Bunel¹⁸ (dans leur première approche), Bergeaud¹⁹ pour la zone euro, l'OCDE²⁰ et Korinek et al.²¹ l'appliquent. D'autres estimations aboutissent directement à un gain de productivité du travail, à partir d'hypothèses sur les tâches concernées (Goldman Sachs²², Baily et al.²³, Anthropic²⁴), par analogie avec les vagues historiques passées (Aghion et Bunel dans leur deuxième approche²⁵, repris pour la France par la Commission de l'intelligence artificielle²⁶), d'un modèle de l'innovation (Corrado et al.²⁷) ou du potentiel d'automatisation de chaque activité (McKinsey²⁸).

¹⁶ Filippucci et al., *Miracle or Myth? Assessing the macroeconomic productivity gains from Artificial Intelligence*, OECD, novembre 2024

¹⁷ Acemoglu, *The Simple Macroeconomics of AI*, *Economic Policy* (2023)

¹⁸ Aghion et Bunel, *AI and Growth: Where Do We Stand?*, *Federal Reserve Bank of San Francisco*, juin 2024

¹⁹ Bergeaud, *The Past, Present and Future of European Productivity*, *ECB Forum on Central Banking*, 3/07/2024

²⁰ Filippucci et al., *Miracle or Myth? Assessing the macroeconomic productivity gains from Artificial Intelligence*, OECD, novembre 2024; Filippucci et al., *Macroeconomic Productivity Gains from Artificial Intelligence in G7 Economies*, juin 2025

²¹ Korinek et al., *Economic Scenarios for Transformative AI*, *CEPR*, 15/09/2026

²² Briggs & Kodnani, *The Potentially Large Effects of Artificial Intelligence on Economic Growth*, *Goldman Sachs*, 26/03/2023

²³ Baily et al., *Machines of mind: The case for an AI-powered productivity boom*, *Brookings*, 10/05/2023

²⁴ Tamkin & McCrory, *Estimating AI productivity gains from Claude conversations*, *Anthropic*, novembre 2025

²⁵ Aghion et Bunel, *AI and Growth: Where Do We Stand?*, *Federal Reserve Bank of San Francisco*, juin 2024

²⁶ Aghion & Bunel, *IA : notre ambition pour la France*, *Commission de l'intelligence artificielle*, mars 2024

²⁷ Corrado et al., *AI as an Innovation in the Method of Innovation: Implications for Productivity Growth in the US and Europe*, octobre 2025

²⁸ *The economic potential of generative AI: The next productivity frontier*, *McKinsey*, juin 2023

Tableau 1 – La méthode d'Acemoglu appliquée aux scénarios du CEPR (Etats-Unis)

	Acemoglu (2025)	CEPR (Modeste)	CEPR (Substantiel)	CEPR (Extrême)
Horizon	10 ans	2024 → 2030	2024 → 2030	2024 → 2030
(a) Part des tâches exposées / affectées par l'IA	20%	20%	30%	50%
(b) Part rentable à automatiser (Acemoglu) / Part réalisée avec l'IA (Korinek)	23%	20%	40%	60%
a x b : part de l'économie concernée	4,6%	4,0%	12,0%	30,0%
(c) Gain par tâche	-27% (coût du travail)	+35% (productivité)	+57%	+220%
(d) Part du travail	53,5%	60%	60%	60%
Gain de PGF cumulé publié $\approx a \times b \times c \times d$	0,66%	0,7%	3,1%	13,4%
PIB, écart à la trajectoire sans IA	1,16%	1,6%	8,3%	32,4%
Croissance du PIB en 2030 (2% sans IA)	-	2,4%	5,4%	15,4%
Rendement net du capital en 2030 (6,5% sans IA)	-	6,6%	7,0%	8,3%

Sources : Acemoglu (2025), Korinek et al (2026), Calculs GSA

Les écarts viennent d'abord des deux premiers paramètres, qui déterminent la part de l'économie touchée par l'IA. Acemoglu ne juge exposées que 20 % des tâches, et ne retient comme rentables à automatiser d'ici dix ans que 23 % d'entre elles : l'IA ne toucherait que 4,6 % des tâches. Korinek et al. partent de l'usage observé mi-2026 et supposent une diffusion bien plus large dès 2030 : l'IA toucherait 4 % des tâches dans le scénario modeste, 12 % dans le scénario substantiel et 30 % dans le scénario extrême²⁹.

Les deux autres paramètres creusent l'écart dans les scénarios les plus favorables. Chez Acemoglu, le gain par tâche est fixe sur tout l'horizon avec une baisse de 27 % du coût du travail. Chez Korinek et al., il est constant dans le scénario modeste, où la productivité de la tâche augmente d'environ 35 %. Dans les deux autres scénarios, il progresse avec les capacités des modèles : environ 57 % en 2030 dans le scénario substantiel, et une productivité plus que doublée dans le scénario extrême (conversions en coût du travail dans le tableau³⁰).

Le gain de PGF passe ainsi de 0,66 % en dix ans chez Acemoglu à 0,7 à 13,4 % d'ici 2030 chez Korinek et al. Le scénario modeste retrouve le résultat d'Acemoglu, mais dès 2030. Donc même le scénario le plus prudent du CEPR suppose une diffusion plus rapide qu'Acemoglu. Dans le scénario substantiel, le PIB serait supérieur de 8,3 % à sa trajectoire sans IA en 2030. Bergeaud ainsi qu'Aghion et Bunel appliquent la même

²⁹ Korinek et al, *Economic Scenarios for Transformative AI*, CEPR, 15/09/2026

³⁰ Note : Le gain par tâche est exprimé en baisse de coût chez Acemoglu et en hausse de productivité chez le CEPR. On les convertit pour le CEPR dans le tableau 1 pour pouvoir les comparer. À prix des facteurs inchangés, un gain logarithmique de productivité $a = \ln\left(\frac{P_1}{P_0}\right)$ implique une baisse relative du coût unitaire $c = 1 - e^{-a}$. Ainsi, $a = 0,80$ (dans le scénario extrême) correspond à une hausse de productivité de 122,6% et à une baisse du coût unitaire de 55,1 %.

méthode avec une diffusion plus large que celle d'Acemoglu, et obtiennent des gains intermédiaires³¹. Les études divergent donc moins sur ce que l'IA permet de faire sur une tâche que sur l'étendue et la vitesse de son adoption.

Aghion et Bunel proposent une seconde approche, qui va au-delà de la baisse du coût des tâches. Ils décrivent l'IA comme une technologie à usage général : elle s'applique à la quasi-totalité des secteurs, s'améliore dans le temps et favorise des innovations secondaires, y compris dans la recherche. Par analogie avec les vagues technologiques passées, l'IA relèverait la croissance annuelle de la productivité du travail : de 0,8 point si elle suivait la diffusion des technologies de l'information aux États-Unis à la fin des années 1990 ; de 1,3 point si elle suivait l'électrification de l'Europe dans les années 1920.³² Cette approche intègre implicitement l'effet de l'IA sur l'innovation, que l'approche par tâches exclut. La Commission de l'intelligence artificielle reprend ces deux estimations pour la France³³. Ces divergences ne sont pas figées. À mesure que l'adoption s'accélère, les hypothèses de diffusion deviennent plus favorables et les estimations institutionnelles sont révisées à la hausse.

2.2. Des estimations institutionnelles révisées à la hausse

La chronologie des estimations fait apparaître trois temps. En 2023, les premières estimations de banques et de cabinets de conseil étaient élevées : 1,5 point par an pour Goldman Sachs, environ 1,7 point pour Baily et al. En 2024, les travaux académiques et institutionnels se sont montrés plus prudents : 0,12 point pour Acemoglu, 0,35 point pour la zone euro selon Bergeaud, 0,4 à 0,9 point pour l'OCDE (voir graphique 5). **Depuis 2025, ces mêmes institutions relèvent leurs estimations.**

L'OCDE a relevé la borne haute de sa fourchette à deux reprises. En 2024, elle estimait l'apport de l'IA à 0,4 à 0,9 point par an de productivité du travail aux États-Unis, soit 0,25 à 0,6 point de PGF. En 2025, sa fourchette passe à 0,4 à 1,3 point aux États-Unis et au Royaume-Uni³⁴. En 2026, les mêmes auteurs calculent 0,3 à 0,9 point de PGF, ce qui correspond, avec le coefficient de 1,5 qu'elle retient, à environ 0,45 à 1,35 point de productivité du travail.³⁵ Ils y ajoutent une **diffusion calquée sur celle du téléphone mobile, plus rapide que celle de l'électricité ou d'internet**, ainsi que des capacités élargies par les logiciels développés à partir des modèles de langage. Le gain moyen par tâche, lui, reste fixé à 30 %.

Le FMI et les autres institutions non-privées suivent le même mouvement. En avril 2025, le FMI estimait que l'IA relèverait le PIB mondial de 1,3 % à près de 4 % en dix ans, soit environ 0,1 à 0,4 point par an³⁶. En janvier 2026, il évalue ce gain à 0,1 à 0,8 point de croissance mondiale par an à moyen terme, selon la vitesse d'adoption³⁷. Aux États-Unis, le *Congressional Budget Office* a intégré pour la première fois l'IA à ses projections de février 2026 : il relève de 0,1 point par an sa prévision de PGF sur 2026-2036³⁸.

Ces révisions reflètent d'abord une adoption plus rapide que prévu. Fin 2025, 18 % des entreprises américaines utilisaient l'IA, soit 32 % en pondérant par l'emploi³⁹. En Corée du Sud, plus de la moitié des salariés s'en servent déjà dans leur travail⁴⁰. Les données d'usage tirent aussi les gains par tâche vers le haut. À partir des conversations avec Claude, Anthropic estime le temps gagné à environ 80 % en médiane, soit un gain environ quatre fois supérieur au point de départ retenu par le CEPR, et en déduit 1,8 point par an de

³¹ Note : Bergeaud obtient un gain de PGF de 2,9% en 10 ans pour la zone euro, soit 0,29 pt par an ; Aghion & Bunel obtiennent 0,68 point par an ; Acemoglu n'obtient que 0,064 point par an

³² Aghion et Bunel, *AI and Growth: Where Do We Stand?*, *Federal Reserve Bank of San Francisco*, juin 2024

³³ Aghion & Bunel, *IA : notre ambition pour la France*, *Commission de l'intelligence artificielle*, mars 2024

³⁴ Filippucci et al., *Macroeconomic Productivity Gains from Artificial Intelligence in G7 Economies*, *OECD*, juin 2025

³⁵ Filippucci et al., *Aggregate Productivity Gains from AI: a Sectoral Perspective*, *AEA*, janvier 2026

³⁶ Cerutti et al., *The Global Impact of AI: Mind the Gap*, *IMF*, avril 2025

³⁷ *World Economic Outlook*, *IMF*, janvier 2026

³⁸ *Understanding Productivity Growth in CBO's Economic Forecast*, *Congressional Budget Office*, juillet 2026

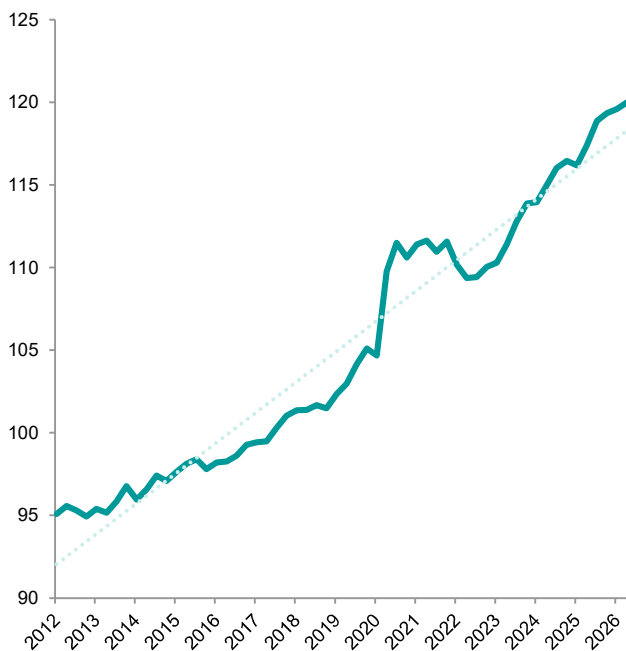
³⁹ *The Microstructure of AI Diffusion: Evidence from Firms, Business Functions, and Worker Tasks*, *US Census Bureau*, avril 2026

⁴⁰ *Who Moved the Career Ladder? AI and Youth Employment in Korea*, *Bank of Korea*, 18/08/2026

productivité du travail aux États-Unis, en supposant une adoption universelle. Cette estimation provient toutefois d'un développeur d'IA et repose sur des durées estimées par le modèle lui-même⁴¹.

Les premières données ex post rendent les scénarios élevés plus crédibles. Aux États-Unis, la productivité du travail non agricole progresse d'environ 2,5 % par an depuis fin 2022, contre 1,2 % sur 2010-2019⁴². Selon Bontadini et al., le capital logiciel explique environ la moitié de la croissance de la productivité du travail américaine sur 2017-2024, et la moitié de son accélération par rapport à 2012-2017⁴³.

Graphique 6 – Productivité du travail non agricole aux États-Unis (2017 = 100)



Source : US Bureau of Labor Statistics

Cet optimisme reste à confirmer. Depuis fin 2019, la croissance de la productivité américaine rejoint seulement sa moyenne de long terme, de 2,1 % par an depuis 1947⁴⁴. En Europe, Philip Lane, membre du directoire de la BCE, jugeait en mars 2026 les premiers résultats microéconomiques encourageants, tout en estimant que « le signal agrégé reste insaisissable »⁴⁵. Les statistiques peuvent toutefois sous-estimer les gains : dans les services non marchands, lorsque la production est évaluée par la somme des coûts, une amélioration de l'efficacité apparaît difficilement comme un gain de productivité ; dans les services marchands, les indices de prix rendent imparfaitement compte des améliorations de qualité⁴⁶. Surtout, les révisions à la hausse des estimations de l'OCDE reposent sur une adoption plus large de l'IA, tandis que le gain de productivité supposé par tâche reste fixé à 30 %.

Leur concrétisation dépend donc de la capacité des entreprises à réorganiser le travail pour tirer parti de ces outils.

2.3. La diffusion des gains suppose des transformations organisationnelles coûteuses

Les entreprises augmentent rapidement leurs dépenses d'adoption de l'IA. Selon la Réserve fédérale d'Atlanta, la dépense moyenne par salarié passerait de 1 358 dollars en 2025 à 2 068 dollars en 2026 aux États-Unis. Elle inclut les logiciels, les abonnements, le matériel, la formation et le support informatique. L'effort se concentre dans les services professionnels et aux entreprises, où elle atteindrait 3 470 dollars par salarié en 2026, soit 74 % de plus qu'en 2025. Dans l'industrie manufacturière, il passerait de 672 dollars à près de 900 dollars (graphique 7). Ces montants mesurent l'effort engagé, et non son rendement.

⁴¹ Tamkin & McCrory, *Estimating AI productivity gains from Claude conversations*, Anthropic, novembre 2025

⁴² A New US Productivity Chapter? What Industry Data Say About AI, *Federal Reserve Bank of Kansas City*, 11/02/2026

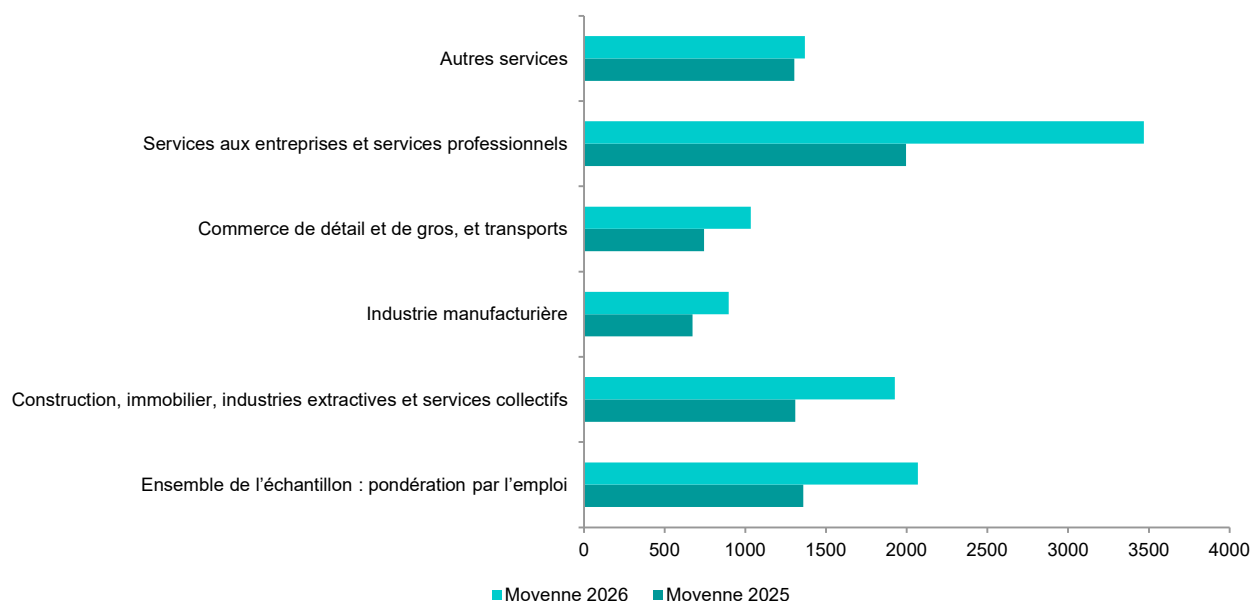
⁴³ Bontadini et al., *AI as an Innovation in the Method of Innovation: Implications for Productivity Growth*, AEA, mai 2026

⁴⁴ Productivity and Costs – Fourth Quarter and Annual Averages 2025, *BLS*, 5/03/2026. Actualisé de 2,2% à 2,1% grâce aux données du BLS

⁴⁵ Lane, *AI and the euro area economy*, discours à la conférence ECB-SAFE-RCEA, Francfort, 23/03/2026

⁴⁶ Tebrake et al., *Generative AI and the Limits of Productivity Measurement in the System of National Accounts*, IMF, septembre 2026

Graphique 7 – Dépenses des entreprises dans l'adoption de l'IA, par salarié aux Etats-Unis (USD)



Source : Federal Reserve Bank of Atlanta

Ces dépenses précèdent les gains de productivité, ce qui peut déprimer temporairement la productivité. La « courbe en J » décrit ce décalage propre aux technologies génériques : former les salariés, structurer les données et réorganiser les processus mobilise des ressources avant de produire des résultats. Dans l'industrie américaine, l'adoption de l'IA s'accompagne ainsi d'abord de pertes de productivité et de rentabilité, avant des gains attendus à plus long terme⁴⁷.

Par ailleurs, les usages restent souvent individuels, ce qui limite leur effet sur la production comptabilisée. L'IA sert d'abord à rédiger des courriels, résumer des réunions ou produire des documents. Or une tâche réalisée plus vite n'améliore la production que si les étapes suivantes s'adaptent. Une partie du temps gagné peut même être reportée sur les collègues : 40 % des salariés de bureau américains interrogés par le Stanford Social Media Lab et BetterUp déclarent avoir reçu, au cours du mois précédent, des contenus générés par IA d'apparence soignée mais inexploitable (« workslop »). Le traitement de chacun leur a demandé près de deux heures⁴⁸.

L'adoption se heurte enfin à des résistances qui reflètent des coûts réels. Greg Satell distingue plusieurs sources de résistance au changement : le manque de confiance, la lassitude face aux réorganisations successives, des incitations contradictoires, les coûts de transition et l'attachement aux pratiques existantes⁴⁹. Appliquées à l'IA, elles renvoient à des doutes sur la fiabilité des outils, au temps d'apprentissage ou à la crainte pour l'emploi.

Les gains de productivité, n'apparaîtront donc que progressivement. À court terme, l'IA agit surtout par un autre canal : la vague d'investissement qu'elle suscite. Celle-ci soutient déjà l'activité, mais son financement peut aussi pousser les taux d'intérêt à la hausse, avant même que les gains de productivité ne se matérialisent.

⁴⁷ McElheran, et al., *The Rise of Industrial AI in America: Microfoundations of the Productivity J-curve(s)*, US Census Bureau, 29/04/2025

⁴⁸ Niederhoffer et al., *AI-Generated "Workslop" Is Destroying Productivity*, Harvard Business Review, 22/09/2025

⁴⁹ Satell, *The AI productivity paradox: Why AI is everywhere except in the productivity numbers*, Fast Company, 18/10/2026

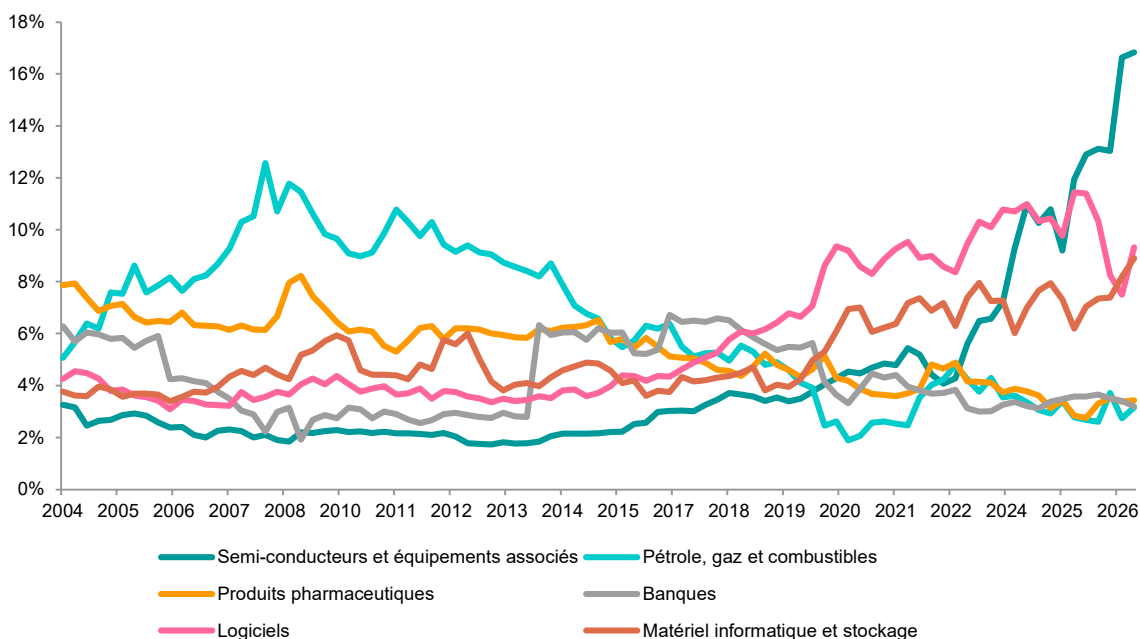
3. Impact de l'IA sur les dettes publiques : les gains de productivité suffiront-ils à compenser une éventuelle hausse des taux d'intérêt ?

La dynamique de la dette publique dépend de l'écart entre le taux d'intérêt apparent et la croissance nominale, $r - g$ ⁵⁰. Si l'IA peut relever g par les gains de productivité décrits en partie 2, elle peut aussi relever r , par ses effets sur la demande de financement, l'inflation et les anticipations de croissance. Le calendrier compte autant que l'ampleur, car l'investissement et son financement précèdent les gains de productivité. L'IA soutient déjà la croissance par l'investissement, qui peut toutefois pousser les taux à la hausse. L'effet net sur $r - g$ détermine les marges de manœuvre des États.

3.1. L'investissement dans l'IA soutient déjà la croissance, avant les gains de productivité

Les marchés anticipent des bénéfices futurs importants. Le poids des semi-conducteurs dans la capitalisation du S&P 500 est passé de 5,6 % fin 2022 à 16,8 % au deuxième trimestre 2026, nettement au-dessus de celui des logiciels (9,3 %) (graphique 8). Ces valorisations exposent l'économie à une révision des attentes, que le FMI range parmi les principaux risques baissiers de ses perspectives d'octobre 2026⁵¹.

Graphique 8 – Evolution du poids de 6 industries dans la capitalisation boursière du S&P 500, en %



Source : LSEG Datastream, Calculs GSA

Ces anticipations se traduisent par des dépenses d'investissement sans précédent. Les dépenses d'investissement des cinq principaux hyperscalers dépasseraient 690 milliards de dollars sur l'exercice 2026, en hausse de plus de 80 % sur un an⁵². **Aux États-Unis, l'investissement en équipements de traitement de l'information et en logiciels a contribué en moyenne à environ 0,85 point de la croissance**

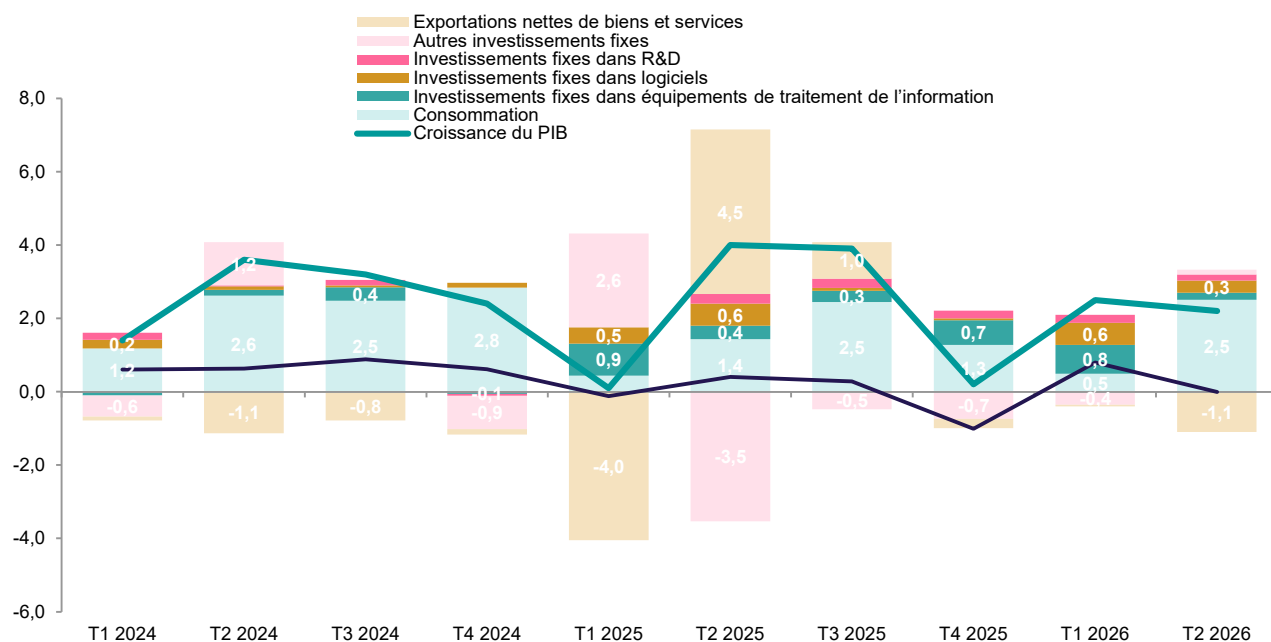
⁵⁰ Note : Variation du ratio de dette : $\Delta b \approx (r - g)/(1 + g) \times b - sp$, où b est le ratio dette/PIB, r le taux d'intérêt apparent, g la croissance nominale et sp le solde primaire en % du PIB.

⁵¹ World Economic Outlook : Resilience Under Strain, Urgent Choices, IMF, 13/10/2026

⁵² Hyperscalers Tap External Financing as AI Capex Outruns Cash Flow, FactSet, 23/07/2026. Amazon, Microsoft, Alphabet, Meta et Oracle.

annualisée du PIB en 2025, soit près de 40 % de celle-ci, et à près d'un point au premier semestre 2026 (graphique 9).

Graphique 9 – Contributions à la croissance annualisée du PIB américain, en points de pourcentage



Source : BEA

À court terme, cette vague d'investissement relève donc g, mais par la dépense qu'elle engendre et non par des gains de productivité. Elle doit en outre être financée. En empruntant massivement, les entreprises accroissent la demande de capital et entrent en concurrence avec les autres emprunteurs pour la même épargne. Comme elle sollicite aussi des ressources rares, telles que l'énergie, les composants et la main-d'œuvre qualifiée, elle peut pousser r à la hausse.

3.2. L'essor de l'IA pourrait aussi relever les taux d'intérêt

Dans les modèles standard, une accélération durable de la productivité relève le taux d'intérêt neutre. Elle accroît la demande de capital et réduit l'épargne des ménages, qui anticipent des revenus plus élevés. Le vice-président de la Réserve fédérale américaine, Philip Jefferson, estime qu'une hausse persistante de la croissance de la productivité devrait relever le taux neutre, au moins temporairement⁵³. Le gouverneur Michael Barr juge que l'essor de l'IA ne devrait pas justifier une baisse des taux directeurs, et indique avoir relevé son estimation de long terme du taux neutre en raison d'une productivité plus élevée⁵⁴. Avant sa nomination à la présidence de la Fed, Kevin Warsh défendait au contraire l'idée d'une IA « structurellement désinflationniste », qui permettrait de baisser les taux⁵⁵.

La phase d'investissement accentue ces pressions à court terme. Lisa Cook relève que seule une faible part des 1 500 milliards de dollars de projets de centres de données annoncés a été dépensée. Les prix des puces, des ordinateurs et des logiciels « ont bondi », et ceux de l'électricité et de l'eau ont augmenté d'environ 5 % sur un an⁵⁶.

⁵³ Jefferson, *Economic Outlook and Supply-Side (Dis)inflation Dynamics*, *Brookings Institution*, 06/02/2026

⁵⁴ Barr, *What Will Artificial Intelligence Mean for the Labour Market and the Economy?*, 17/02/2026

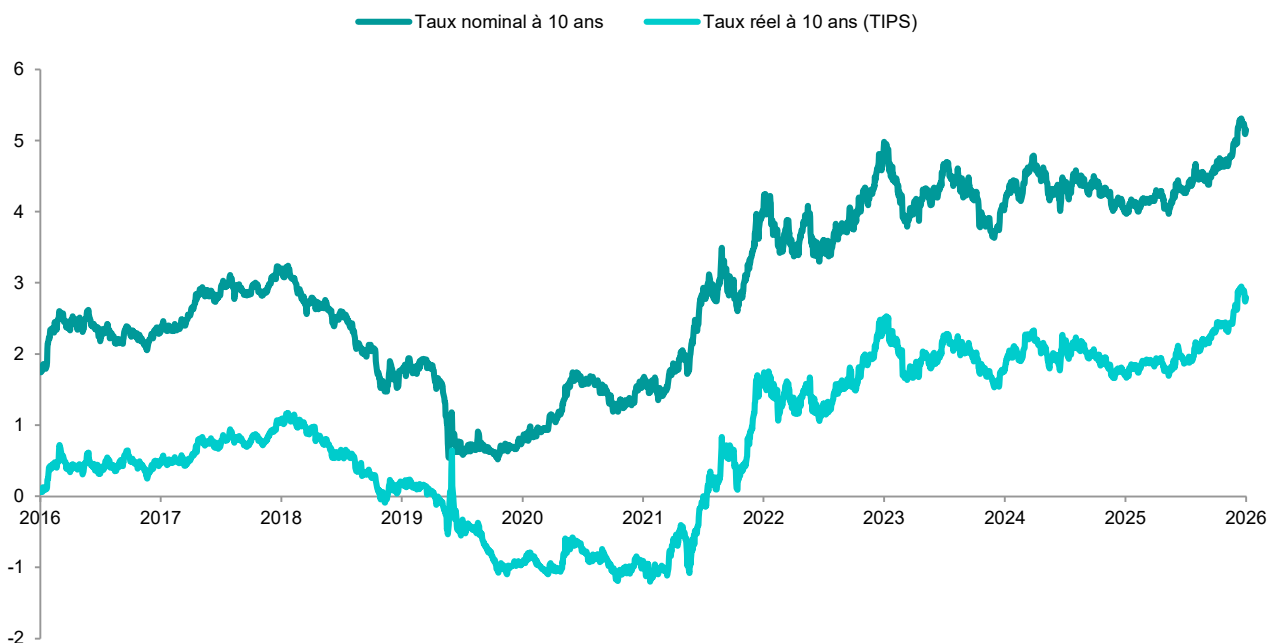
⁵⁵ Warsh says AI could help the Fed lower interest rates, *CNN Business*, 15/02/2026

⁵⁶ Cook, *AI, the Economy, and the Financial System*, *Federal Reserve*, 27/05/2026

Le financement repose de plus en plus sur l'endettement. La dette nouvelle des grands opérateurs de l'IA est passée de 9 % de leurs dépenses d'investissement sur l'exercice 2024 à 32 % sur les douze mois précédant juin 2026⁵⁷. Les centres de données détenus par des tiers sont, eux, largement financés par le crédit privé et la titrisation⁵⁸. Ces émissions sollicitent la même épargne que les autres emprunteurs, États compris. Le FMI souligne d'ailleurs que les prix d'actifs peuvent s'ajuster par des taux réels plus élevés avant même que les gains de productivité ne se matérialisent.⁵⁹

Les taux de marché ont déjà nettement augmenté, et cette hausse est avant tout réelle. Le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans est passé d'environ 0,6 % en 2020 à plus de 5 % en octobre 2026, son plus haut niveau depuis 2002 (graphique 10). Le taux réel, mesuré par les obligations indexées sur l'inflation, a suivi la même trajectoire : il est passé d'environ -1 % en 2020-2021 à près de 2,8 %. Depuis fin 2025, la hausse du taux nominal provient presque entièrement de celle du taux réel, et l'écart entre les deux, qui reflète les anticipations d'inflation, reste proche de 2,3 %. C'est précisément le canal par lequel une hausse du taux neutre liée à la productivité se transmettrait aux conditions de financement. La Réserve fédérale a d'ailleurs relevé son taux directeur le 16 septembre, à 3,75-4 %, sa première hausse depuis 2023, en soulignant que « la croissance de la productivité est forte et l'investissement en capital robuste »⁶⁰.

Graphique 10 – Rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans, nominal et réel (en %)



Source : LSEG Datastream

Ces évolutions ne permettent toutefois pas encore d'attribuer à l'IA la remontée des taux. De nombreuses estimations du taux neutre américain ont augmenté d'environ un point depuis 2020. Une étude d'événements de la Fed de San Francisco ne trouve pourtant pas que les annonces liées à l'IA expliquent cette hausse⁶¹. Le gouverneur de la Banque de réserve sud-africaine, Lesetja Kganyago, résume l'incertitude : « nous savons que le taux neutre est plus élevé, mais nous ne savons pas de combien »⁶².

⁵⁷ *Hyperscalers Tap External Financing as AI Capex Outruns Cash Flow*, FactSet, 23/07/2026

⁵⁸ Van Nieuwerburgh, *Financing the AI Buildout*, Brookings, 23/09/2026

⁵⁹ Barkhoumi et al., *Global Economic and Financial Implications of Artificial Intelligence: Lessons from a Scenario Planning Exercise*, IMF, 3/04/2026

⁶⁰ *Federal Open Market Committee*, communiqué du 16/09/2026

⁶¹ Christensen & Rudebusch, *Can Fiscal, AI, or Monetary News Explain the Rise in r^* ?*, FRBSF, 27/08/2026

⁶² *Central Bankers eye higher rates as AI boom fuels scramble for cash*, Reuters, 16/10/2026

Certaines forces pourraient même jouer à la baisse. Selon Lisa Cook, la hausse du taux neutre pourrait s'inverser une fois les gains de productivité pleinement réalisés. Une part croissante des revenus captée par les ménages aisés pourrait aussi l'abaisser⁶³.

Dans les scénarios du CEPR, la croissance augmente bien plus que le rendement du capital. La croissance du PIB atteindrait 2,4 %, 5,4 % et 15,4 % sur les douze mois précédant 2030, contre 2 % sans IA, tandis que le rendement net du capital s'établirait à 6,6 %, 7,0 % et 8,3 %, contre 6,5 % sans IA, le rendement net du capital ne s'élève que de 0,1, 0,5 et 1,8 point (tableau 1, partie 2).

Ce résultat, favorable à une baisse de $r - g$, repose toutefois sur une offre de capital supposée assez élastique et porte sur le rendement du capital productif, et non sur le taux des emprunts d'État. L'effet de l'IA sur $r - g$ dépend donc de la séquence : les taux réels ont déjà augmenté pendant la phase d'investissement, alors que g n'augmentera durablement qu'avec la diffusion des gains de productivité.

3.3. États : entre espoirs de croissance et incertitudes sur les bénéfices budgétaires

Pour les États, l'IA nourrit l'espoir de nouvelles marges de manœuvre budgétaires, mais soulève aussi des besoins d'accompagnement. Une progression durable de la productivité élargirait les bases fiscales et réduirait le poids de la dette. Mais les inquiétudes sur l'emploi et sur le partage de la valeur ajoutée peuvent appeler des dépenses de formation et de protection sociale. Les risques identifiés par les développeurs exigent en outre des capacités d'évaluation et de supervision. Les États pourraient donc devoir financer la transition avant d'en recueillir les bénéfices.

À taux d'intérêt inchangé, une croissance plus forte réduit mécaniquement le poids de la dette. Aux États-Unis, le CBO prévoit que la dette fédérale détenue par le public passe de 101 % du PIB en 2026 à 175 % en 2056. Une hausse de 0,5 point de la croissance annuelle de la productivité la réduirait de 39 points de PIB après trente ans. Ce gain repose toutefois en grande partie sur des dépenses qui progressent moins vite que le PIB, et la dette continuerait d'augmenter nettement⁶⁴.

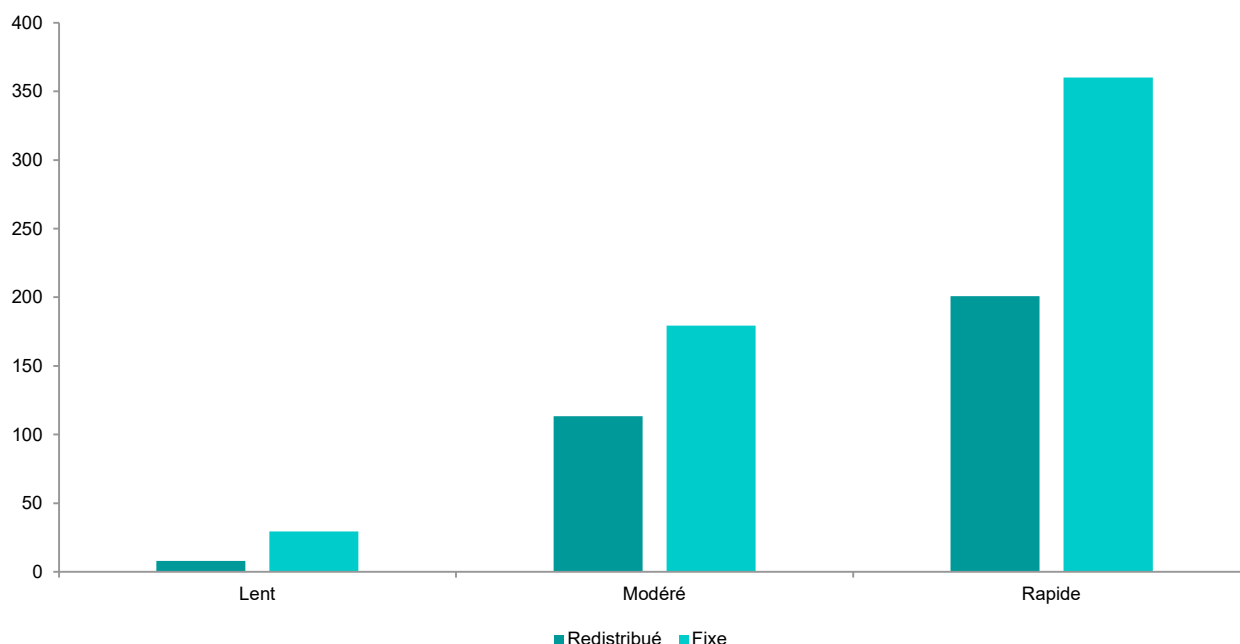
Le calendrier joue dans les deux sens. Le taux d'intérêt apparent sur la dette publique ne s'ajuste qu'au rythme des refinancements, ce qui étale l'effet d'une hausse des taux de marché. Mais les gains de productivité arrivent eux aussi avec retard, alors que les taux de marché intègrent immédiatement les anticipations. Les États risquent ainsi de supporter des coûts de financement plus élevés avant de percevoir l'ensemble des bénéfices de l'IA.

Le rendement fiscal de l'IA dépendrait également du partage de la valeur ajoutée entre travail et capital. Les simulations du Budget Lab de Yale montrent qu'**aux États-Unis, une concentration accrue des gains dans les revenus du capital atténuerait les recettes supplémentaires**, en raison de leur traitement fiscal généralement plus favorable. Dans le scénario de croissance rapide, le graphique fait apparaître environ 200 Mds USD de recettes fédérales supplémentaires en 2030 lorsque la part du capital augmente, contre près de 360 Mds USD si le partage travail-capital reste constant (voir graphique 11). Ces montants concernent la seule année 2030 et ne déduisent pas les dépenses d'accompagnement : ils ne constituent donc pas une estimation de l'amélioration nette du solde budgétaire. Or ce risque de concentration n'est pas théorique : dans le scénario substantiel du CEPR, la part du travail dans le revenu passerait de 60% à 56% en 2030, et à 45% dans le scénario extrême.

⁶³ Cook, [Opening Remarks for the "AI and Productivity across the Economy" Panel](#), 24/02/2026

⁶⁴ Dynan et al., [How the rise of AI matters for fiscal policy](#), CEPR, 8/08/2026

Graphique 11 – Recettes fiscales supplémentaires aux Etats-Unis liées à l'IA en 2030 (en Mds USD)⁶⁵



Source : Yale Budget Lab

L'IA ne desserre donc la contrainte budgétaire qu'à trois conditions : 1) les gains de productivité doivent se diffuser au-delà de la phase d'investissement ; 2) la hausse des taux que l'IA peut susciter doit rester inférieure à celle de la croissance du PIB ; et 3) les gains doivent se traduire en revenus imposables plutôt qu'en pertes d'emplois.

Sur ce dernier point, les craintes exprimées par les populations ne sont pas infondées. Dans le scénario extrême du CEPR, le chômage atteindrait 11,9 %, et maintenir le revenu des travailleurs des professions cognitives au niveau du scénario dans IA exigerait des transferts d'environ 9 % du PIB⁶⁶.

⁶⁵ Note : Hypothèses de croissance annuelle du PIB réel sur 2026-2030 : 2,0% (Lent), 2,6% (Modéré), 3,3% (Rapide)

⁶⁶ Korinek et al, *Economic Scenarios for Transformative AI*, CEPR, 15/09/2026